DEPARTEMENT
DU BAS-RHIN

COMMUNE DE KESKASTEL

ARRONDISSEMENT
DE SAVERNE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---oOo---

Nombre de
Conseillers élus : 19

Séance du 02 décembre 2020

Sous la Présidence de M. Gabriel GLATH, Maire
se sont réunis les Conseillers Municipaux

Conseillers
en fonctions : 19

Présents : M.M GAY - CASPAR - Mmes – DUVAL - PHILIPPE
KUFFLER - Adjoint

M.M. BAEHR – JANUS – BRUCHER – DRUAR –
SCHERRIER – TOUSCH - PAWLAK

Conseillers
Présents : 19

Mmes LEHNARD – BOILLOT – NICAISE - ROLAND - METZGER
ENSMINGER

Représentés :

Absents excuses :

Absents non excusés :

ORDRE DU JOUR

- 1) REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL
- 2) DEMOCRATIE PARTICIPATIVE – ADOPTION DU REGLEMENT
- 3) CESSION DE LA MAISON FORESTIERE
- 4) NOMINATION DES DELEGUES COMMUNAUX DE LA COMMISSION COMMUNALE CONSULTATIVE DE LA CHASSE
- 5) APPROBATION DU PLU DE LA COMMUNE DE HERBITZHEIM
- 6) FIXATION DES REDEVANCES 2021 DES LOGEMENTS COMMUNAUX
- 7) SUBVENTIONS 2020 POUR DIVERSES ASSOCIATIONS
- 8) CONCOURS MAISONS FLEURIES - BONS ACHAT 2020
- 9) RAPPORT ANNUEL 2019 DU SERVICE PUBLIC EAU POTABLE
- 10) RAPPORT ANNUEL 2019 SUR LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS
- 11) RAPPORT ANNUEL 2019 SUR LA QUALITE ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT
- 12) INFORMATIONS DONNEES AU CONSEIL MUNICIPAL

La séance est ouverte par le Maire qui souhaite la bienvenue aux membres présents.

M. le Maire demande si quelqu'un a des observations à formuler concernant le compte rendu de la séance 21 octobre 2020. Aucune observation n'étant faite, il invite les membres à signer le procès-verbal.

COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 02 DECEMBRE 2020

1) REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le Maire expose au Conseil Municipal que depuis le 1^{er} mars 2020 il est obligatoire pour les communes de plus de 1 000 habitants d'établir un règlement intérieur du Conseil Municipal. Il présente projet de règlement établi lors de la dernière réunion « toutes commissions ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Adopte** le règlement intérieur du Conseil Municipal ci-annexé.

Règlement intérieur du Conseil Municipal

Titre 1 – Réunions du Conseil Municipal

Article 1 - Périodicité des séances

Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Le maire peut réunir le conseil aussi souvent que les affaires l'exigent.

Le maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du conseil municipal.

En principe, les réunions du conseil municipal se déroulent le mercredi à 20h.

Article 2 – Convocations

Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations et affichée en mairie. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse trois jours francs au moins avant la réunion.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 - Ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du conseil, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public par voie d'affichage en mairie.

Article 4 - Accès aux dossiers

Tout membre du conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Durant les cinq jours précédant la réunion et le jour de la réunion, les membres du conseil peuvent consulter les dossiers préparatoires uniquement en mairie et aux heures ouvrables.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des membres du conseil municipal en mairie, cinq jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, en séance, à la disposition des membres du conseil.

Article 5 - Questions orales

Les membres du conseil peuvent exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune et auxquelles le maire répond directement. Elles sont traitées en fin de séance. Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général. Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal ultérieure.

Article 6 - Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale. Le maire apporte une réponse dans un délai de 15 jours maximum.

Titre 2 – Commissions

Article 7 - Commission d'appel d'offre

La commission d'appel d'offres est constituée par le maire ou son représentant, et par trois membres du conseil élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions des articles L.141-1 et L.1414-1 à 4 du CGCT.

Article 8 - Commissions consultatives

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises par le maire et en particulier, préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités ; elles émettent des avis car elles ne disposent pas de pouvoir décisionnel.

La désignation des membres du conseil au sein de chaque commission intervient au scrutin secret. Le maire préside les commissions. Si nécessaire, le conseil peut décider de créer une commission spéciale en vue d'examiner une question particulière.

Afin que chaque conseiller puisse participer à l'élaboration des différents points à délibérer, pour nourrir le débat et être informé de l'activité de la municipalité, le conseil se réunira le mercredi au moins tous les quinze jours en « toutes commissions ». Ces réunions de travail ne donnent pas lieu à délibération. La présence des conseillers n'est pas obligatoire.

En raison de la multiplicité et de la diversité des sujets, un ordre du jour sera adressé à chaque membre du conseil avant la réunion.

Titre 3 – Tenue des séances du Conseil Municipal

Article 9 – Présidence

Le maire, et à défaut celui qui le remplace, préside le conseil municipal.

Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Le maire vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la réunion, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire les preuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

Article 10 – Quorum

Le conseil ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance. Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Au cas où des membres du conseil municipal se retireraient en cours de réunion, le quorum serait vérifié avant la mise en délibéré des questions suivantes.

Les procurations n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulière, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le maire adresse aux membres du conseil une seconde convocation. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 11 - Procurations de vote

En l'absence du conseiller municipal, celui-ci peut donner à un autre membre du conseil municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Celui-ci est toujours révocable.

Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au maire en début de réunion.

Article 12 - Secrétaire de séance

Au début de chaque réunion, le conseil nomme un secrétaire de séance. Il assiste le maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de la séance.

Article 13 – Communication locale

Les réunions peuvent faire l'objet d'un compte-rendu dans la presse. Un emplacement, dans la salle du conseil municipal, est réservé aux représentants de la presse. Les délibérations seront déposées sur le site de la Commune dans les 15 jours suivant la réunion.

Article 14 - Présence du public

Les réunions du conseil municipal sont publiques. Le public doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites, ainsi que toute forme de communication avec les membres du conseil.

Article 15 - Séance à huis clos

A la demande du maire ou de trois membres du conseil, le conseil municipal peut décider, sans débat, d'une réunion à huis clos. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 16 - Police des réunions

Le maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.

Titre 4 – Débats et votes des délibérations

Article 17 - Déroulement de la séance

Le maire appelle les questions à l'ordre du jour dans leur ordre d'inscription. Chaque point est résumé oralement par le maire ou par un rapporteur désigné par le maire.

Article 18 - Débats ordinaires

Le maire donne la parole aux membres du conseil qui la demandent. Il détermine l'ordre des intervenants en tenant compte de l'ordre dans lequel se manifestent les demandes de prise de parole.

Article 19 - Suspension de séance

Le maire prononce les suspensions de séances. Le conseil peut se prononcer sur une suspension lorsque deux membres la demandent.

Article 20 – Vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le conseil municipal vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

En dehors du scrutin secret, le mode de vote habituel est le vote à main levée. Il est constaté par le maire et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour, le nombre de votants contre et les abstentions.

Titre 5 – Comptes rendus des débats et des décisions

Article 21 - Procès-verbaux

Les délibérations sont inscrites par ordre de date dans le registre des délibérations du conseil municipal. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

Le procès-verbal reprend la teneur des débats. Le secrétaire de séance s'assure que les débats ont été équitablement retranscrits. La signature du secrétaire de séance est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Article 22 - Comptes rendus

Dans le délai de quinze jours, le compte-rendu de la séance du conseil municipal est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet de la commune. Il présente une synthèse sommaire des délibérations prises par le conseil municipal.

Titre 6 – Dispositions diverses

Article 23 - Désignation des délégués

Le conseil désigne des délégués au sein d'organismes extérieurs selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales régissant ces organismes.

Le remplacement peut être fait dans les mêmes conditions que leur nomination.

Article 24 - Modification du règlement intérieur

La moitié des membres peuvent proposer des modifications au présent règlement. Dans ce cas, le conseil municipal en délibère dans les conditions habituelles.

Article 25 – Autre

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Le présent règlement intérieur a été adopté par le conseil municipal de la commune de KESKASTEL le 02 décembre 2020.

2) DEMOCRATIE PARTICIPATIVE – ADOPTION DU REGLEMENT

M. le Maire expose au Conseil Municipal les enjeux de la démocratie participative qui permettent de faire participer les habitants à certaines décisions. Il propose de pouvoir mettre en place des commissions participatives et présente le règlement intérieur de fonctionnement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, avec 18 voix pour et 1 voix contre :

- **Décide** de mettre en place la démocratie participative
- **Adopte** le règlement intérieur de fonctionnement ci-annexé.

REGLEMENT INTERIEUR DE FONCTIONNEMENT

Au système représentatif incarné par les élus du conseil municipal, s'ajoute désormais la démocratie participative, primordiale pour faire vivre le débat public et répondre aux exigences de la société en matière de dialogue et de proximité.

La commune de KESKASTEL met en place les commissions participatives.

Elles seront co-présidées par un élu et un représentant de la société civile afin de donner encore plus de légitimité à cet outil démocratique par excellence !

Ces commissions ont pour objectif de donner la parole à nos concitoyens et leur permettent de participer activement à la vie de la commune.

Ouvertes et accessibles à tous les habitants du village, elles ont un rôle majeur.

Aux côtés des élus, les membres de ces instances travaillent sur des dossiers concrets au sein de groupes de réflexion.

Les sujets abordés sont proposés par le conseil municipal par délibération.

Ces groupes de réflexions peuvent également être nommés « commissions participatives ».

Les commissions participatives sont des assemblées consultatives qui sont force de proposition appelées à donner un point de vue aux élus sur les attentes et les besoins des habitants, sur les choix et les priorités qui retiennent leur attention.

Elles sont aussi des lieux d'expression où chacun peut prendre la parole, des lieux de consultation, des lieux de propositions.

Chaque commission est co-présidée par un(e) élu(e) du conseil municipal et un(e) Keskastellois (se) issue de la société civile.

Le nombre et la fréquence des réunions sont définis par les co-présidents en fonction du sujet et de son avancement.

Les membres des commissions participatives et leur engagement

Ces commissions sont constituées par ;

- au moins 2 élus(es) désignés(es) par le maire dans le souci de permettre la représentation de toutes les sensibilités du conseil municipal,
- au moins 1 représentant d'association/acteur socio-économique.
- Pourront s'ajouter des personnes qualifiées volontaires dont le nombre peut varier en fonction de l'objet sans dépasser les 15 membres.

Les participants aux groupes de réflexion s'engagent à :

- accepter la diversité des points de vue des participants, favoriser la recherche d'un consensus.
- privilégier une attitude constructive en assortissant les éventuelles critiques de propositions.
- œuvrer en vue de l'intérêt général
- Respecter la décision collective

La durée de la commission participative est fixée à celle du projet.

En cas de démission, un courrier doit être envoyé à l'attention de M. le Maire.

Mode de constitution des groupes ; Un appel à candidatures est réalisé dès adoption du dispositif par le conseil municipal qui identifiera également les projets.

Le présent règlement intérieur mettant en place la démocratie participative a été adopté par le conseil municipal de la commune de KESKASTEL le 2 décembre 2020.

3) CESSIION DE LA MAISON FORESTIERE

M. le Maire fait part au Conseil Municipal de la proposition faite par M. et Mme REPERT Thierry concernant l'acquisition de la maison forestière du HOELLENKOPF pour 55 000 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec 15 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions :

- **Accepte** de céder à M. et Mme REPERT Thierry la parcelle communale cadastrée section 55 n° 86 « Forsthaus Keskastel » contenance 178.86 ares comprenant la maison forestière pour un montant total de 55 000 €.
- **Autorise** le Maire à signer l'acte de vente.

4) NOMINATION DES DELEGUES COMMUNAUX DE LA COMMISSION COMMUNALE CONSULTATIVE DE LA CHASSE

Le Maire fait part que suite au renouvellement des conseillers municipaux il convient de désigner deux conseillers pour faire partie de la Commission Communale Consultative de la Chasse

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- **Désigne** comme délégués de la commission communale consultative de la chasse :
 - M. GAY Régis
 - M. SCHERRIER Jean-Marie

5) APPROBATION DU PLU DE LA COMMUNE DE HERBITZHEIM

M. le Maire expose au Conseil Municipal que la commune de Herbitzheim a arrêté son Plan Local d'Urbanisme. En tant que commune limitrophe, nous sommes consultés pour avis.

Après examen du projet, en particulier les secteurs limitrophes de la commune, le Conseil Municipal n'émet aucune observation et donne donc un avis favorable au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Herbitzheim.

6) FIXATION DES REDEVANCES 2021 DES LOGEMENTS COMMUNAUX

Le Conseil Municipal, compte tenu de l'augmentation de l'indice INSEE de référence des loyers du 2^{ème} trimestre 2020 de 0.66 %, fixe la redevance d'occupation des logements communaux, arrondi à l'entier inférieur, comme suit à compter du 1^{er} janvier 2021 :

FINCK Jean-Claude 465 € + 30 € avances sur charges
 GROSSE Muriel 490 € + 25 € avances sur charges
 DEUTSCH Simone 325 € + 25 € avances sur charges
 FAUTH Fabrice 385 € + 30 € avances sur charges
 JEANNOT Claire 425 € + 30 € avances sur charges
 MANTEAU Michel 497 € + 30 € avances sur charges
 KARCHER Sylvie 418 € + 30 € avances sur charges
 PORT Alain 486 € + 25 € avances sur charges
 DANIEL Jean-Paul 488 € + 25 € avances sur charges
 BARBOZA Robert 366 € + 40 € avances sur charges
 Société PANADIS 534 € + 25 € avances sur charges
 IRION Thomas 364 €
 PORT Jennifer 439 € + 120 € avances sur charges
 MULLER Robert 490 € + 120 € avances sur charges
 ZENSES/FAGGI Michèle 428 € + 120 € avances sur charges
 FOLLMER Nathalie 486 € + 120 € avances sur charges
 STUDIO 327 € + avances sur charges 50 € (octobre à avril) 25 € (mai à sept)
 DERRIENNICK Pascal 610 €
 Bâtiment 13 Libération 403 €
 M.A.M 403 € + 100 € avances sur charges

7) SUBVENTIONS 2020 POUR DIVERSES ASSOCIATIONS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Fixe** les attributions des subventions 2020, aux divers clubs, comme suit :
 - Football club : 3 433,- €
 - Basket club : 3 107,- €
 - Tennis club : 1 142,- €
 - Entente musicale : 1 284,- €
 - Tennis de table : 418,- €
 - Société aviculture : 400,- €
 - AAPPMA : 150,- €
 - Sapeurs-pompiers : 150,- €
 - JSP de Sarre-Union : 225,- € (3x75 €)

8) CONCOURS MAISONS FLEURIES - BONS ACHAT 2020

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Fixe** dans le cadre du concours 2020 « maisons fleuries » les bons d'achats pour 2020 comme suit :
 - 09 bons d'achat d'une valeur de 40 €.
 - 09 bons d'achat d'une valeur de 30 €.
 - 02 bons d'achat d'une valeur de 20 €.

9) RAPPORT ANNUEL 2019 DU SERVICE PUBLIC EAU POTABLE

M. le Maire présente au Conseil Municipal le rapport annuels 2019 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable rédigé par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région de Sarralbe.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de ce rapport, estime qu'il ne suscite aucune observation particulière.

10) RAPPORT ANNUEL 2019 SUR LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS

M. le Maire présente au Conseil Municipal le rapport 2019 sur la qualité et les prix du service public d'élimination des déchets, établi par la CCAB.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Adopte** le rapport annuel 2019.

11) RAPPORT ANNUEL 2019 SUR LA QUALITE ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal les grandes lignes du rapport annuel 2019 sur la qualité et le prix du service public d'assainissement et le fonctionnement de la station d'épuration rédigé par le SDEA.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de ce rapport, estime qu'il ne suscite aucune observation particulière.

12) INFORMATIONS DONNEES AU CONSEIL MUNICIPAL

- la commune n'a pas fait usage de son droit de préemption concernant :
 - L'immeuble sis 19 rue de la Gare appartenant aux consorts MAGER.
 - L'immeuble sis 115 rue de la Libération appartenant à M. CHARPENTIER Olivier.